

**Avis d'information relatif à la conclusion d'une convention réglementée au titre de
l'article L. 22-10-13 et R. 22-10-17 du Code de commerce**

Avenant n°2 au Pacte d'associés CA-GIP

Personnes concernées

- **M. Dominique Lefebvre**, étant à la fois Président du Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA partie à la convention et Président de la Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA), également partie à la convention
- **M. Raphael Appert** étant à la fois administrateur de Crédit Agricole SA partie à la convention et vice Président de la Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA), également partie à la convention
- **M. Olivier Auffray**, étant à la fois administrateur de Crédit Agricole SA partie à la convention et administrateur CATS également partie à la convention
- **Mme Gaelle Regnard**, étant à la fois administrateur de Crédit Agricole SA partie à la convention et administrateur CATS et LCL également parties à la convention,
- **M. Pierre Cambefort**, étant à la fois administrateur de Crédit Agricole SA partie à la convention et administrateur CATS également partie à la convention,
- **Mme Nicole Gourmelon**, étant à la fois administrateur de Crédit Agricole SA partie à la convention et administrateur CATS, CAPFM et LCL également parties à la convention,
- **Mme Sonia Bonnet-Bernard**, étant à la fois administrateur de Crédit Agricole SA partie à la convention et administrateur CACIB également partie à la convention,
- **Mme Carol Sirou**, étant à la fois administrateur de Crédit Agricole SA partie à la convention et administrateur CACIB également partie à la convention,
- **M. Jean-Pierre Gaillard**, étant à la fois administrateur de Crédit Agricole SA partie à la convention et administrateur LCL également partie à la convention,

Nature et objet :

Le pacte d'associés initial conclu le 8 juin 2018 entre Crédit Agricole SA, la FNCA et d'autres entités du groupe (CATS, CAAS, CA Consumer Finance, CACIB, CAGS, CAPS et LCL) définit les règles de gouvernance de la société Crédit Agricole-Group Infrastructure Platform (CA-GIP), l'organisation des relations entre les associés et les conditions à respecter en cas de transfert de participations.

L'avenant n°2 vise principalement à :

- Actualiser la dénomination de la fonction « DSI Groupe Crédit Agricole » qui devient « Directeur général adjoint de Crédit Agricole S.A. en charge du pôle Informatique » dans l'article 2.4.1(a) relatif à la composition du Conseil d'Administration ;
- Adapter le pacte suite à la fin du régime spécifique de frais partagés applicable à la Convention de Groupement de Moyens (régime fiscal dit du 261 B) dont le périmètre a été modifié à compter du 1er janvier 2023.

Modalités :

L'avenant n°2 au pacte d'associés modifie plusieurs articles du pacte initial, notamment :

- Modification de l'article 2.4.1(a) concernant la composition du Conseil d'Administration, en particulier pour refléter le changement de dénomination de la fonction « DSI Groupe Crédit Agricole » en « Directeur général adjoint de Crédit Agricole S.A. en charge du pôle Informatique » ;
- Suppression de la définition « groupement de moyens » devenue caduque suite à l'évolution de la réglementation fiscale ;
- Modification de la définition du terme « Membre » ;
- Modification de l'article 2.1 relatif au Président pour supprimer le paragraphe concernant le premier Président de la société ;
- Modification des articles 5.1, 5.3, 5.5, 6.3.2 et 7.6 pour supprimer toute référence au Groupement de Moyens ;
- Suppression des articles 6.5 et 6.6 devenus caducs concernant l'adhésion et le fonctionnement du Groupement de Moyens.

L'avenant n°2 prend effet rétroactivement à la date du 1er juillet 2025 et ne constitue pas une novation du pacte initial. Le reste du pacte demeure inchangé.

Motifs justifiant l'intérêt de la convention pour la société :

Cet avenant permet d'aligner la gouvernance de CA-GIP avec l'organisation actuelle de Crédit Agricole S.A. et d'adapter le pacte d'associés à l'évolution du cadre fiscal applicable aux activités de CA-GIP suite à la modification du régime spécifique de frais partagés. Il assure ainsi la conformité juridique et fiscale du fonctionnement de CA-GIP, tout en maintenant les principes essentiels de gouvernance et de relations entre les associés qui avaient été définis lors de la création de cette entité du groupe Crédit Agricole.

**